

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1988 autorisant M. Patrick ALLO à installer et exploiter un élevage de 140 500 poules pondeuses (140 500 animaux équivalents) ;
- VU la demande présentée par la SA de KERSOLEC sise à PEUMERIT QUINTIN au lieu-dit « Kersolec » en vue de la régularisation de la situation administrative et la restructuration à PEUMERIT QUINTIN au lieu-dit « Kersolec », à moins de 100 mètres des tiers et à moins de 50 mètres d'un ruisseau et d'un puits pour 2 poulaillers (P2 et P5), de l'élevage autorisé susvisé qui comprendra après travaux 184 600 poules pondeuses (184 600 animaux équivalents) installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de MAEL PESTIVIEN (du 15 février 1999), LANRIVAIN (du 4 février 1999), PEUMERIT QUINTIN (du 11 février 1999) et KERIEN (du 12 janvier 1999) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile et de l'Equipeement émis respectivement les 15 février 1999, 22 janvier 1999, 15 décembre 1998 et 6 mai 1999 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 24 septembre 1999 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 29 octobre 1999 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- **ARRETE** -

ARTICLE 1er -

La SA de KERSOLEC sise à PEUMERIT QUINTIN au lieu-dit « Kersolec » est autorisée à exploiter à cette adresse (section A1 et A2 n°273, 351, 352 et 366), à moins de 100 mètres des tiers et à moins de 50 mètres d'un ruisseau et d'un puits pour 2 poulaillers (P2 et P5), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 184 600 poules pondeuses pour la production de l'œuf de consommation (184 600 animaux équivalents) de plus d'un mois en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-3-1 toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectés dans des fosses correctement dimensionnées et traitées, ainsi que celle du centre de conditionnement des oeufs. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3-2 le stockage des fientes en dehors des ouvrages de stockage est interdit (y compris celles dont le taux de matière sèche est supérieure ou égal à 65%.

2-3-3 transfert :

le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvements) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvements à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de l'élevage.

2-4 L'exploitant devra respecter les prescriptions qui seront définies dans l'arrêté préfectoral de protection de la retenue d'eau de Kerné-Huel sur le Blavet.

2-5 Délai de réalisation des travaux :

6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PEUMERIT QUINTIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de la SA de KERSOLEC.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SA de KERSOLEC dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 25 Novembre 1988.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP
Le Maire de PEUMERIT QUINTIN
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la SA de KERSOLEC pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de MAEL PESTIVIEN, LANRIVAIN et KERIEN pour information.

SAINT-BRIEUC, le 06 JAN. 2000

LE PREFET,



Pour le PREFET,
1^{er} Secrétaire Général,
[Signature]

Denis DOBO-SCHOENENBERG

